72 TARTUFFES CONTRE L'IVG

Soixante-douze députés français ont voté contre l'inscription de l'IVG dans la constitution, la plupart membres du parti de **Marine Le Pen**, qui n'a elle-même pas pris part au vote (!).

Avant de dire pourquoi ces soixante-douze députés sont de parfaits hypocrites, disons pourquoi cette mesure d'inscription de l'IVG dans la constitution est une mesure totalitaire, contrairement à la loi S. Veil, qui était une loi de **dépénalisation**. L'initiative de l'actuel chef de l'Etat trahit donc l'esprit de la loi Veil.

La première raison qui fait de cette mesure une mesure totalitaire est qu'elle est **PUREMENT DEMAGOGI-QUE**. L'avortement de masse, dont les moyens sont industriels, ne dépend pas de la constitution. Ce n'est pas parce qu'Emmanuel Macron et le parlement français érigent l'avortement en principe sacré de la République que l'avortement va faire tache d'huile, ni que l'on recrutera plus facilement du personnel soignant acceptant de pratiquer une opération qui consiste à ôter la vie *in utero*. La baisse du taux de fécondité des femmes dans les pays industriels capitalistes s'explique principalement par l'âge tardif à laquelle elles conçoivent pour la première fois, pour des raisons surtout économiques et non juridiques.

L'inscription dans la constitution de l'IVG entérine en quelque sorte l'évolution des moeurs capitalistes, la faisant passer pour un progrès. C'est ici une leçon pour la jeune génération, puisque des partis soi-disant écologistes ont entériné à l'unanimité une mesure "libertarienne" ou "anarcho-capitaliste", qui n'a rien d'écologiste, mais s'avère au contraire la plus artificielle des lois.

Le régime de droit totalitaire occidental est essentiellement démagogique ; la formule totalitaire selon G. Orwell comporte le simulacre démocratique ; "1984" illustre que le régime de Big Brother n'est pas pyramidal : l'Etat totalitaire repose en effet sur le consentement général à la domination d'une petite élite technocratique, par le biais d'un appareil d'Etat ; cet Etat n'a rien de "républicain".

Le libéral Tocqueville, quant à lui, explique dans "De la Démocratie", que si un régime totalitaire devait advenir, il serait lié à l'émergence d'une aristocratie financière, et son éthique serait probablement égalitariste.

Le chef de l'Etat n'a pas fait beaucoup d'efforts pour dissimuler l'intention démagogique sous-jacente à son projet constitutionnel puisque, dans le même temps, il a appelé le pays à un "sursaut démographique".

La démagogie peut se définir comme l'art de prendre les citoyens pour des imbéciles, à les transformer en êtres cupides pour mieux les manipuler. Les démagogies nazie, communiste ou libérale, procèdent toutes les trois de cette manoeuvre. Orwell invite à se demander, au demeurant, si l'exercice totalitaire "du pouvoir pour le pouvoir", n'accule pas les représentants de Big Brother à la démagogie, devenue pour ainsi dire systémique. Comme l'inscription de l'IVG dans la constitution est une mesure non-pragmatique, on peut soupçonner E. Macron de se livrer à un pur calcul politicien, dans un domaine capital sur le plan économique - dont S. Veil n'ignorait pas qu'il l'était.

Les soixante-douze opposants à cette initiative constitutionnelle ne sont donc, dans cette perspective, qu'une bande d'hypocrites. En effet leur vote contribue à conférer à ce dispositif une apparence démocratique ou républicaine, alors qu'il est totalitaire.

Quiconque connaît un tant soit peu le droit sait que la constitution gaulliste de 1958 est une constitution conçue dès l'origine pour rétablir une monarchie absolue et évincer les corps intermédiaires ; ce régime a justement été dénoncé dès 1968 comme un régime de type fachiste. Accouplée à l'économie capitaliste, la constitution gaulliste a eu pour

effet de faciliter le coup d'Etat légal d'une clique d'oligarques et leurs conseillers, dotés par ailleurs de moyens de propagande extraordinaires.

Invoquer l'Europe, en 2024, c'est invoquer un processus politique qui relève du coup d'Etat, d'un coup d'Etat similaire au coup d'Etat gaulliste. L'information des Français n'est pas la moindre des choses, compte tenu de l'importance de la désinformation dans le processus totalitaire - en particulier l'information de la jeune génération de Français, mathématiquement moins corrompue ; cette génération devrait regarder en face le changement sociétal capitaliste tel qu'il est, à savoir comme la prolifération du trafic de produits stupéfiants.

La jeune génération s'abstient très largement de participer aux scrutins organisés par l'oligarchie, ses médias : elle fait bien, car c'est le meilleur moyen de souligner qu'il s'agit d'un dispositif gérontocratique, désormais au niveau du rituel.

Terroriser et rassurer est le moteur à deux temps du discours démagogique : pour cette raison les discours démagogiques font mouche sur les personnes âgées ; ils ont sur l'action politique un effet paralysant. Rien n'est plus néfaste sur le plan économique ou démographique que de définir l'IVG comme un bien absolu ou un mal absolu. Si la loi Veil a échoué à enrayer le processus industriel, du moins son intention n'était pas perverse, mais bel et bien écologique, en affirmant que la prévention de l'IVG était une priorité médicale, et l'avortement un pis-aller.

On peut ici s'interroger sur le type de médecin - quel prix accorde-t-il à la vie humaine? - le type de médecin qui ne voit dans l'inscription de l'IVG dans la constitution un défi à la médecine? Là encore on touche à un domaine, celui de l'emprise des industriels sur la science et le corps médical, un domaine où la classe politique française a capitulé honteusement, en connaissance de cause.

La jeune génération n'a AUCUN intérêt à avaler ces discours démagogiques alternatifs, de gauche ou de droite, mais bien plutôt intérêt, au contraire, à s'abstenir consciemment de contribuer à des polémiques et une démagogie qui masquent l'absence de politique véritable, et qui le masquent dans le cas de l'IVG, au prix du mensonge juridique.

(Ceux qui douteraient de la tartufferie des députés et du président du Sénat qui ont manifesté leur désaccord, au lieu de donner leur démission, peuvent constater la même hypocrisie de la part de Donald Trump aux Etats-Unis, dont l'opposition à l'IVG à un mobile démagogique évident : il s'agit de flatter son électorat chrétien, sans s'aliéner pour autant sa clientèle favorable à l'IVG automatique.)

Si la jeune génération comprend comment et pourquoi elle a été boutée depuis longtemps hors du jeu politique, comment et pourquoi l'institution politique a un effet de nasse, la jeune génération peut espérer alors peser. Si les Gilets jaunes, plutôt jeunes dans l'ensemble, ont fait trembler l'oligarchie un tant soit peu, mobilisant non seulement les préfets de police mais les services de propagande, c'est précisément parce qu'ils représentaient une opposition qui n'était pas orchestrée par l'Etat, une opposition indivise.

Lapinos

http://lapinos.hautetfort.com